# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA REUNION COMMUNE DE SAINT-PIERRE

# ARRÊTÉ MAN0650PG2023

PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC SUR LA PLACETTE DE LA MAIRIE DE BASSE TERRE DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION INTITULÉE « 2EME ÉDITION FESTIVAL MORING DE LA RÉUNION » DU VENDREDI 17 NOVEMBRE AU LUNDI 20 NOVEMBRE 2023

### LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'organisation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 23-1 ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L .2212-2, les articles L.2213-1 et suivants, les articles L.2214-1 et suivants ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L 2125-1, L 2111-1, L 3111-1;

VU le Code de la route notamment les articles L 325 et suivants L 411-1, les articles R 110-1 et suivants R 325 et suivants R 411-3 et suivants, R 411-18, R 411-21-1, R 411-24, R 411-25, R 411-28, R 412.51; R 417 et suivants;

VU le Code de la Santé Publique R1334-30 à 37;

VU le Code Pénal notamment ses articles L.223.1 et suivants, 322.1 et suivants, R.610-5, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1;

VU l'arrêté préfectoral n°037/DRASS/SE en date du 7 janvier 2010 relatif à la lutte contre le bruit du voisinage ;

VU la délibération du conseil municipal en date du mardi 21 février 2023, affaire n°23/1072 portant modification de la tarification des redevances d'occupation du domaine public et autres prestations de service ;

VU la demande de l'Association SIMANGAVOL, en date du 04 octobre 2023 ;

VU l'arrêté DRH2023-169 portant délégation de signature du Maire à Madame Magalie POTHIN, Directrice Générale Adjointe des Services ;



CONSIDÉRANT que pour permettre l'organisation de la manifestation intitulée « 2EME ÉDITION FESTIVAL MORING DE LA RÉUNION », organisée par l'Association SIMANGAVOL, il y a lieu de réserver la Placette de la Mairie Annexe de Basse Terre, du vendredi 17 novembre au lundi 20 novembre 2023.

## ARRÊTÉ

ARTICLE 1er/ Dans le cadre de la manifestation intitulée « 2EME ÉDITION FESTIVAL MORING DE LA RÉUNION », l'Association SIMANGAVOL est autorisée à occuper la Placette de la Mairie Annexe de Basse Terre, du vendredi 17 novembre 2023 à 13H00 au lundi 20 novembre 2023 à 7H00.

ARTICLE 2/ Les conditions d'occupation de cet emplacement sont les suivantes :

- -Son occupation est consentie intuitu personae et ne peut en conséquence, faire l'objet ni de cession, ni de location, ni de prêt.
- Sa durée : Cf. article 1
- Ouverture au public: \* Le samedi 18 novembre 2023 de 11H00 à 22H00,
  - \* Le dimanche 19 novembre 2023 de 11H00 à 22H00.
- -L'organisateur est autorisé à occuper le domaine public et à y installer :
- \*5 chapiteaux
- \*20 chaises
- \*10 tables

(Matériels installés par le CCAS)

- L'organisateur devra s'assurer que le nombre de personne présentes sur le site ne dépasse pas 300 conformément à sa déclaration.
- Etat et entretien du site : **L'organisateur** doit maintenir en bon état de propreté, les sites et se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité. Elle ne devra établir aucun dispositif ni utiliser aucun matériau susceptible de compromettre la sécurité et la salubrité publiques.
- L'organisateur prendra toute assurance nécessaire à la couverture de cette action, notamment en matière de responsabilité civile et devra adresser une copie de cette police à la Mairie.

ARTICLE 3/ Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative ayant pris l'acte, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard - BP342 - 97448 SAINT PIERRE CEDEX ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon- 97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

ARTICLE 5/ Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire, Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le chef de poste de la police municipale, et l'organisateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 16 NOV. 2023

Mi Mi

Michel FONTAINE

Pour le Maire et par Délégation La Directrice Générale Adjointe des Services

Magalie POTHIN

A TON